

François Fillon contre les fonctionnaires de France Télécom: où sont VRAIMENT les compétences?



AFP

François Fillon en 1996, alors Ministre délégué à la Poste, aux Télécommunications et à l'Espace En visite au Consumer Electronics Show (CES) de Las Vegas, [M. François Fillon a déclaré](#) « J'ai ouvert les télécommunications à la concurrence. Vous pensez qu'il y aurait de l'Internet en France si on avait toujours France Télécom avec des fonctionnaires? »

Il est sans doute inutile de dire que les 53.000 fonctionnaires appartenant toujours aux effectifs d'Orange (ils représentent environ la moitié des effectifs français) sont particulièrement choqués par ce dénigrement répété des fonctionnaires, que M. Fillon [entend faire disparaître à vitesse grand V](#) s'il accède aux fonctions présidentielles.

Il est peut-être plus utile de lui rappeler ce que l'entreprise publique et les fonctionnaires de France Télécom ont su réaliser.

Libéralisation et privatisation : l'œuvre de Monsieur Fillon

En 1994, France Télécom était la première entreprise de France en termes de bénéfice, et le 4e opérateur de télécommunications mondial, par son chiffre d'affaires et son trafic international. Les fonctionnaires ne s'en sortaient pas si mal pour faire de leur entreprise une référence mondiale : le réseau de télécommunications français était à l'époque reconnu comme le plus moderne et le plus performant au monde.

20 ans plus tard, Orange a disparu de la liste des 10 premiers opérateurs mondiaux. La libéralisation du marché n'a donc pas produit la création du « champion national » espérée lors de la libéralisation du marché.

Dans l'intervalle, M. Fillon, alors Ministre des Télécommunications, avait préparé l'ouverture à la concurrence demandée par la Commission européenne, et fait voter la privatisation de France Télécom. C'est aussi lui qui nommait Michel Bon à la tête de notre entreprise en 1995. En 2002, lorsque le PDG a été contraint de démissionner, France Télécom était connue pour avoir accumulé la dette d'entreprise la plus faramineuse de l'époque, [68 milliards d'euros](#), liées notamment aux prises de participations hasardeuses... et financièrement désastreuses dans [Mobilcom](#) et [NTL](#).

Une entreprise publique et des fonctionnaires à la performance démontrée

Les fonctionnaires de France Télécom ont, notamment grâce aux travaux du [CNET](#), lancé Transpac en 1978, le Minitel et Radiocom2000 dans les années 80, et l'ADSL en 1990.

Ils se sont également remarquablement adaptés à la libéralisation des marchés : Orange est aujourd'hui l'opérateur historique européen qui résiste le mieux. Sur son marché domestique, et en parallèle de son développement international, Orange reste l'opérateur leader en parts de marché (ce que certains lui reprochent d'ailleurs), sur la téléphonie fixe, Internet – dont la fibre - comme sur le mobile.

Téléphonie fixe numérique, mobile 2, 3 et 4G, internet, ADSL et fibre : en moins de 40 ans, les fonctionnaires ont donc parfaitement piloté ce qu'on peut qualifier de révolution technologique.

Vu de l'État, France Télécom-Orange est également un contributeur non négligeable au budget de la nation : ces 10 dernières années, l'entreprise a versé à l'État près de 8 milliards d'euros de dividendes, en plus des impôts et taxes qu'elle paie au même titre que tous les autres opérateurs.

Une libéralisation du marché particulièrement néfaste pour l'emploi en France

... et les comptes de la nation !

La libéralisation du marché des télécommunications s'est cependant faite au prix d'une casse humaine sans précédent : depuis 1998, [les opérateurs télécoms ont détruit 38 000 emplois directs](#). Ce n'est pas fini : chez Orange, [10 000 suppressions d'emplois supplémentaires sont d'ores et déjà prévues pour les 3 années qui viennent](#), à la faveur des départs en retraite qui ne seront pas remplacés.

L'arrivée de Free Mobile en 2012, [dont M. Fillon se félicite également d'avoir été un acteur clef](#), n'a fait qu'accélérer le mouvement : [la prévision de l'économiste Bruno Deffains au lancement du 4ème opérateur mobile](#), qui prévoyait une destruction nette de 55 000 emplois en deux ans sur l'ensemble de la filière, s'est malheureusement réalisée.

Les réseaux de distribution indépendants, tels [The Phone House](#), ont mis la clef sous la porte, ayant perdu leurs contrats avec Orange, Bouygues Telecom et SFR.

Dans les centres d'appels, la pression sur les prix a accéléré les délocalisations, et les [pertes d'emplois dans les centres d'appels français se chiffrent entre 4 et 7000](#) selon les sources. Il est vrai

qu'aucun gouvernement, pas plus ceux de M. Fillon que les autres, n'a assumé les responsabilités qui lui sont dévolues par le Code des Télécommunications ([article L32-1](#)) sur le développement de l'emploi, [par exemple en imposant la localisation des emplois en France ou en Europe lors des attributions de licences mobiles](#).

Au final, l'arrivée de Free Mobile aura été ... [globalement négative pour la collectivité, selon deux autres économistes](#) : un an après le lancement du 4ème opérateur mobile, ils estiment que la perte annuelle pour le budget de l'État s'élève à un demi-milliard d'euros.

Quelques vérités qui amènent au final à s'interroger sur les compétences respectives des fonctionnaires et de M. Fillon pour produire de l'efficacité dans le domaine des télécoms...

Lire aussi :